VILLE DE
Châteaubernard

REVUE DE PRESSE

Vendredi 08 septembre 2017

SUD OUEST

Charente Libre

■ L'écrivain charentais Philippe Besson, ami du Président, a suivi pendant un an l'ascension du candidat à l'Élysée ■ Il a sorti hier «Un personnage de roman», qui raconte les coulisses de ce fulgurant succès.

Besson, le roman d'une victoire «improbable»

> Mettre de l'extraordinaire dans l'exercice du pouvoir, c'est le défi qui l'attend.

Maurice BONTINCK
m.bontinck@charentelibre.fr

Philippe Besson explique avoir voulu raconter les coulisses de la campagne d'Emmanuel Macron «avec bienveillance mais sans complaisance». Photo Soazig de la Moissonnière

Ils se voient moins mais échangent toujours des SMS nocturnes, souvenirs d'une campagne hors normes. Depuis sa démission de Bercy le 30 août 2016, Emmanuel Macron a accepté la présence au plus près de son ami Philippe Besson. L'écrivain originaire de Barbezieux en est ressorti avec des milliers de notes et de confidences sans filtre. Sorti hier à 75 000 exemplaires, «Un personnage de roman» lève un nouveau coin du voile sur la personnalité d'Emmanuel Macron, tout en multipliant les références littéraires. Avec en filigrane cette question pour l'instant sans réponse de Philippe Besson: «Un homme qui suscite tant d'espoirs n'est-il pas condamné à décevoir?»

Vous dites avoir été «illuminé» par le candidat Emmanuel Macron en août 2016. Vous l'êtes toujours par le Président? Philippe Besson. J'emploie le terme pour me moquer un peu de moi-même et j'explique que mon illumination a été aussitôt corrigée par ma lucidité. En août 2016, quand il quitte le gouvernement, je me dis qu'il a très peu de chances de gagner, mais il me donne envie de le suivre. Aujourd'hui, je regarde le Président toujours de la même manière, avec bienveillance mais sans complaisance. Je vois sa baisse de popularité et d'une certaine façon, je peux aussi la comprendre.

Comment l'expliquez-vous?
Les Français sont passés d'une hyper-présence du candidat à une «hypo-présence» du Président. Et même s'il l'avait annoncé pendant la campagne, c'est déstabilisant. En ce moment, il leur envoie des cartes postales mais il ne leur parle pas directement. De mon point de vue, Emmanuel Macron doit renouer avec ce lien direct qu'il avait établi pendant la campagne, avec cette énergie qui a donné confiance aux Français. Je ne ressens pas de la colère mais de la frustration.

Pendant la campagne, Brigitte Macron moque la «dimension christique» de son mari en disant «avoir parfois l'impression d'être mariée à Ségolène Royal». On disait d'elle qu'«elle séduisait au loin et irritait au près». N'est-ce pas l'inverse pour Emmanuel Macron qui séduit au près et irrite au loin?
Il s'attendait à être jugé rapidement et de toute façon, vous n'aspirez pas à cette fonction si vous n'avez pas le cuir épais. Mais il reste clair dans sa tête et ne se laisse pas divertir. Ce qui est étonnant, c'est qu'il a annoncé tout ce qu'il allait faire, il le fait dans un délai très court, mais il demeure une forme d'impatience. Il y a aussi un défaut d'explication ici ou là.

Avant le premier débat le 20 mars, vous révélez que son plus proche conseiller, Ismaël Émilien, lui rappelle d'incarner à la fois «la caresse et la claque». C'est la version stratégique du «en même temps»?
C'était la volonté de montrer que pour chaque droit, il y avait des devoirs. De ne jamais dire qu'il allait raser gratis ou que chacun allait obtenir ce qu'il voulait sans contrepartie. Ce discours de vérité a été entendu durant la campagne, mais j'ai l'impression que les électeurs ont surtout retenu les bonnes nouvelles et oublié que ça n'allait pas se dérouler sur un lit de roses.

Vous rappelez cette phrase de Gérald Darmanin, aujourd'hui ministre du Budget, qui qualifiait quatre mois plus tôt Emmanuel Macron de «banquier suffisant mais pas nécessaire». La politique à l'ancienne a encore de beaux jours devant elle, non?
Quand votre objectif est de faire travailler ensemble des politiques issus de familles qui se sont combattues pendant des décennies, vous vous retrouvez forcément avec ce genre de situation. C'est la noblesse et la limite du macronisme. Mais pour lui, c'est un impératif politique. Même s'il n'est pas dupe que l'équilibre est toujours fragile.

Dans la campagne, il a sorti quelques bourdes qui ne lui ont finalement pas été préjudiciables. Comment expliquez-vous ces sorties non maîtrisées comme celle récente sur la baisse des loyers demandée aux propriétaires?
C'est quelqu'un de très réfléchi, placide, qui ne cède jamais à l'euphorie ou la panique. J'ai donc du mal à l'expliquer. L'avantage dans cette campagne est qu'elles étaient moins visibles parce que les autres candidats en faisaient davantage. Maintenant qu'il est seul dans l'exercice du pouvoir et que sa parole est plus rare, le moindre petit écart prend des proportions énormes. Mais c'est un incurable optimiste et pour lui, la situation actuelle ne va pas durer.

S'il fallait garder une citation de votre livre pour résumer votre «Personnage de roman»?
Sûrement celle d'Oscar Wilde: «On devrait toujours être légèrement improbable.» Parce que tout ce qui s'est passé en moins d'un an sort absolument de l'ordinaire. Mettre de l'extraordinaire dans son exercice du pouvoir, c'est peut-être ça finalement le défi qui l'attend.

«Un personnage de roman» de Philippe Besson. Ed. Juillard. 18 euros. Sortie le 7 septembre.

«Les partis, c'est comme l'amicale des boulistes...»

L'avantage d'être un intime du président de la République, c'est de pouvoir l'entendre parler sans filtre. Pendant un an, Philippe Besson a recueilli l'opinion souvent très tranchée d'Emmanuel Macron sur ses adversaires, mais aussi les intellectuels, les journalistes ou le monde politique. En privé, la «bienveillance» n'était pas toujours de mise.

Partis politiques

«Les grands partis politiques, c'est comme l'amicale des boulistes. Mais sans l'amitié et sans les boules.»

«Ces gens, au fond, ce sont des commerçants qui tiennent un bout de rue. Ils estiment qu'ils ont une patente.»

François Fillon

«Son intérêt, c'était de tenir, sinon, il n'était plus qu'un justiciable. Mais surtout, c'est typique de ce qu'il est: un bourgeois de province du XIXe siècle.»

François Hollande

«Au fond, François Hollande est un nihiliste. Chez lui, pas de mystère, pas de verticalité, tout se vaut. Je pense qu'il devrait renoncer à se présenter. Pour lui. Pour le pays.»

Alain Juppé

«Il appartient au vieux système. On va se rendre compte qu'il n'a pas d'idées neuves. Au fond, c'est un technicien, pas un politique.»

Manuel Valls

«Je ne l'ai pas sollicité. Je ne crois pas en sa sincérité: ai-je tort? Il se positionne pour le coup d'après, et pour être tout à fait transparent, je pense qu'il ne verrait pas d'un mauvais œil que je perde.»

Les intellectuels

[Onfray, Todd, Finkielkraut, Debray]. *«Ils ne m'intéressent pas tellement. Ils regardent avec les yeux d'hier le monde d'hier. Ils n'aiment pas l'action politique, mais vivent de son commentaire. Des esprits tristes englués dans l'invective permanente.»*

La presse

[Après la soirée à la Rotonde]. *«J'assume totalement. On fête avec les gens qui ont fait et je les emmerde. C'étaient pas des people, c'étaient des courageux [...] Qu'ils aillent à Montretout* [résidence des Le Pen, NDLR] *chercher des châteaux.»*

«Les éditorialistes? Franchement, il y en a qui sont à la déontologie ce que Mère Teresa était aux stups. Ils me donnent des leçons de morale alors qu'ils sont dans le copinage et le coquinage depuis des années.»

La victoire du premier tour

«Tu te souviens d'André Dussolier dans "Les Enfants du marais"? Il dit toujours: "Quelle aventure!" Et les autres le répètent en chœur. C'est un peu ça [...]. C'est la fin de l'innocence.»

Après Whirlpool

«Je viens de tout défoncer. La campagne du second tour commence. Ils vont comprendre.»

La solitude du pouvoir

«Elle est absolue cette solitude. D'abord, le lieu isole, il est silencieux, chargé. Mais surtout, la fonction isole. Même si je m'efforce d'avoir une méthode collégiale, tu es la clef de voûte. Tu n'as plus de gens à qui tu peux dire les choses innocemment. Et tu ne peux pas avoir une minute de relâche.»

Un globe-trotter de l'éducation recruté par le Département

Denis Bouclon, 47 ans, ancien proviseur et délégué du gouvernement, sera l'atout pédagogie du conseil départemental de la Charente.

Denis Bouclon, le nouveau directeur d'éducation du Département, entouré du président François Bonneau, de la vice-présidente en charge de l'éducation Florence Péchevis, et de Jérôme Sourisseau, adjoint et président de l'université. Photo A. C.

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

«*En cette période de réflexion sur l'avenir de nos collèges, avec les problèmes de mixité sociale, des effectifs faibles dans certains établissements, deux internats mal répartis sur le territoire, un illettrisme qui reste très important en Charente, autour de 15 %, nous avions besoin d'une personne qui puisse créer un lien fort avec les équipes éducatives, le rectorat… Et nous donne une meilleure visibilité sur les questions d'éducation*», a expliqué mercredi le président du conseil départemental de la Charente, François Bonneau, pour justifier la création du poste de directeur d'éducation du Département. «*On a de bons techniciens, mais nous avions besoin d'un référent pédagogique. Qui sera l'interlocuteur unique entre élus, chefs d'établissement, personnels et techniciens*», ajoute Florence Péchevis, vice-présidente en charge de l'éducation.

Proviseur en Irlande, Afghanistan et au Kenya

Pour cette nouvelle mission, les élus ont choisi de recruter Denis Bouclon, 47 ans, qui vient de prendre ses fonctions. Ce professeur agrégé de lettres modernes, originaire de Lorraine, a multiplié les postes de direction dans différents établissements, au Mans (Sarthe) d'abord, puis à l'étranger: réouverture d'établissements franco-afghans à Kaboul dès 2002, mise en place d'un lycée franco-germano-irlandais en Irlande, puis gestion du lycée français de Nairobi au Kenya. Retour en France en 2014 où il prend la tête de la cité scolaire Gaston-Crampe dans les Landes, une structure de 1 500 élèves qui propose cinq BTS. Sa dernière expérience en date: un poste de délégué du gouvernement à Amiens dans les Hauts-de-France.

> **Nous avions besoin d'une personne qui puisse créer un lien fort avec les équipes éducatives, le rectorat…**

«*Il s'agissait d'une expérimentation du ministère de la Ville insufflée par Manuel Valls visant à mettre l'accent sur les quartiers prioritaires, avec un gros volet emploi et insertion, mais aussi prévention de la radicalisation*», décrit Denis Bouclon qui dit avoir géré là-bas «*des problématiques qu'on retrouve en Charente: un taux d'illettrisme important, des problèmes de mobilité scolaire avec beaucoup de jeunes qui obtiennent le bac mais beaucoup moins qui poursuivent leurs études*».
Jérôme Sourisseau, le président de l'université de la Charente, compte sur lui pour «*développer encore l'offre de formation en études supérieures en Charente, avec des idées novatrices comme celle qui nous a permis d'ouvrir la première année de médecine, mais aussi sur nos spécialités, comme les spiritueux notamment*».

«Il a été blanchi»

Un défi, selon lui, totalement «*dans les cordes de Denis Bouclon*», à qui le Département a choisi d'accorder toute sa confiance malgré une affaire très médiatique où l'ex-proviseur avait été accusé par des parents d'élèves et le président du conseil d'administration de Nairobi au Kenya, d'avoir mis en place «*un système népotique voire mafieux au sein de l'établissement*». D'avoir «*versé des pots-de-vin à plusieurs administrations, remboursé des frais personnels avec les fonds du lycée, attribué des marchés de manière obscure*»… Des accusations dont Denis Bouclon s'est toujours défendu. «*Il a été victime d'une campagne de calomnies menée par une seule mère de famille, comme malheureusement ça arrive régulièrement à l'étranger. Deux enquêtes, menées par deux ministères distincts, l'ont blanchi*», ont assuré les élus du Département.

Le chiffre

82 c'est le nombre de contrats aidés qui seront de façon certaine supprimés en Charente la date d'échéance atteinte. Il s'agit des contrats initiative emploi (CIE) dans le secteur marchand, le plus touché par les suppressions. C'est ce qu'a annoncé mercredi lors d'une réunion Pierre N'Gahane, le préfet, aux parlementaires et élus locaux, parmi lesquels Jean-Michel Bolvin, président de l'Association des maires de Charente. Selon les chiffres donnés à cette occasion, le département comptait 748 emplois aidés. Mais d'autres suppressions, en plus des CIE, pourraient intervenir. C'est la crainte des élus. *«Le préfet nous a dit que la priorité serait donnée à l'Éducation nationale, à l'outre-mer, au secteur de l'aide alimentaire, du sanitaire et social et de l'enfance. Il a ajouté que les contrats souscrits par les communes rurales ainsi que par les communes en difficultés financières fortes seraient maintenus. Comment juge-t-on ces deux critères? On ne sait pas. Cela signifie aussi que celui qui gère bien est puni»*, s'interroge Jean-Michel Bolvin. Charge désormais aux élus locaux de faire remonter leurs besoins au préfet qui devra établir des arbitrages d'ici une date qui n'est pas encore connue. *«Je lui souhaite bien du plaisir!»*, commente Jean-Michel Bolvin.

La Caf va ouvrir sa maison de la parentalité début 2018

On en parlait depuis longtemps. C'est désormais acté. La Caisse d'allocations familiales va ouvrir un espace destiné aux parents sur le Champ-de-Mars. Ce sera dans les 300 m² de l'ancien restaurant Miam, au fond de l'esplanade. Philippe Arnould, le directeur de la Caf, le confirme.

«Nous engagerons très prochainement les travaux: on a fait le choix de laisser passer le Festival de la BD avant d'ouvrir.» En février prochain, le public découvrira cet espace qui n'a pour l'heure pas de nom *«Une agence de communication y réfléchit»*.

Cinq à six personnes y travailleront en permanence. Accueilleront le public qui viendra y chercher *«de l'information. Le site hébergera le programme de réussite éducative. La structure d'accompagnement des parents ayant un enfant handicapé.»* Mais aussi une cellule de médiation familiale, des services de l'Education Nationale, des associations, *«et un espace collectif pour accueillir des conférences»*. Cet endroit, financé dans son intégralité par la Caf qui débourse là 300.000 €, devrait être ouvert le samedi. *«Ce n'est pas la déclinaison d'un projet national mais bien une initiative locale»*, tient à préciser Philippe Arnould qui ajoute que des *«structures relais de cette maison de la parentalité ouvriront dans les autres communautés de communes à travers le département.»*

Une fois bien implantés, ces espaces seront gérés *«par une association. C'est notre volonté. On se donne pour cela un délai de deux ans.»*

■ Le Forum des associations revient ce week-end à Cognac ■ L'occasion de choisir facilement une activité, parmi près de 120 propositions à L'Espace 3000.

Fini de ramer pour s'activer

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

La vie associative est foisonnante dans le Cognaçais : 200 structures, des milliers d'adhérents et de quoi s'occuper toute l'année. Un peu trop foisonnante, même, pour se faire une idée claire de l'offre. Voilà pourquoi la Ville organise, depuis 2004, un Forum des associations en septembre, la période des inscriptions.

Rebelote ce week-end à L'Espace 3000 de Cognac. Demain, de 14 h à 19 h et dimanche, de 10 h à 18 h, près de 120 structures tiendront un stand et certaines proposeront des animations. Du sport à l'entraide, des loisirs à la culture, on y fera son marché en connaissance de cause. Voici une première sélection par thèmes, des associations les plus classiques aux plus incongrues.

Au début, il n'y avait que l'aviron. Depuis, 200 clubs et associations ont fleuri à Cognac et aux alentours. Photo archives CL

La plus ancienne: l'aviron

Dans la catégorie des doyens, il y a match entre les clubs sportifs. Mais à la fin, c'est l'aviron qui gagne, avec le Cognac yacht rowing club (Cyrc), dont l'origine remonte à 1864. Riche de 165 adhérents, l'ancien se porte toujours bien grâce à un régime varié : *«50 % d'adultes, 50 % d'enfants, 50 % d'hommes, 50 % de femmes»*, énumère la secrétaire du club, Christine Rosset. Mieux, le Cyrc a trouvé une seconde jeunesse avec une nouvelle section dédiée au rameur en salle, qui compte déjà 25 adeptes, plutôt attirés par la remise en forme. Pour ceux qui préfèrent aller dans l'eau, il existe des initiations pour adultes et enfants. À voir au stand 81.

La plus jeune: le systéma

Le club Global systéma a été fondé en juin par Audrey Amarguellah. Venue de l'aïkido, elle s'est formée au systéma, un art martial russe développé par l'armée soviétique, dont la pratique est en expansion en France. Mais au contraire du krav-maga et d'autres techniques de défense, *«cela se base sur la respiration et la détente : on parle, par exemple, d'accueillir un coup»*, explique l'instructrice. Selon les envies des premiers adhérents, les cours seront plus ou moins orientés sur le combat ou la relaxation. À découvrir au stand 83.

La plus importante: le Centre d'animation

Avec ses 900 adhérents, le Centre d'animation est la plus grosse association cognaçaise. Activités artistiques, culturelles, physiques... Il y en a pour tout le monde, dès l'âge de 3 ans. La structure profite d'ailleurs de la rentrée pour proposer de nouveaux ateliers.

Côté fitness, les adhérents vont notamment pouvoir tester l'«urban training», une activité cardio-vasculaire qui se pratique en extérieur en utilisant le mobilier urbain. *«Nous lançons aussi du fitness adapté aux personnes en surpoids»*, indique la directrice Nelly Chauviré, qui cite, comme autres nouveautés, la sophrologie, le « relax contact» et la création textile. Du neuf en cuisine également, où des cours de «crusine» seront proposés. *«La cuisine du cru,* explique Nelly Chauviré. *L'occasion de découvrir les graines, les produits frais, bio...»* L'association recherche d'ailleurs des intervenants dans le domaine. À voir au stand 115. À noter qu'elle organise, en même temps que le Forum, ses portes ouvertes, place de Cagouillet, de 9h30 à 18h30.

La plus inattendue: les druides

Organiser des sorties à la recherche de l'histoire et des traditions celtes : voilà l'objectif du Cercle druidique Gargniioi, basé à Saint-Sulpice-de-Cognac. Si le druidisme flirte parfois avec le sectarisme ou les idées identitaires, *«ce n'est pas le cas chez nous»*, rassure le président Jean-Luc Ménigaud, qui parle plutôt de philosophie et de traditions. À découvrir au stand 15.

Ce panel d'activités étant loin d'être exhaustif, une visite au Forum des associations reste la meilleure solution pour trouver son association.

Un guide des associations présentes est téléchargeable sur le site de la Ville (ville-cognac.fr, rubrique « actualités »).

Les enfants de la ville

«C'est hérité du paternalisme qui a marqué l'histoire de Cognac», avance Patrick Duvoid, responsable de la vie associative à la Ville, pour expliquer la grande place des associations dans la cité. Car avec 1,2 million d'euros de subventions annuelles (sans compter le CCAS), la municipalité irrigue le secteur un peu plus qu'ailleurs. En moyenne, les villes de taille comparable dépensent une centaine d'euros par habitant en subventions (aux associations, majoritairement).

À Cognac, le montant se situe autour de 150 € par administré, d'une année à l'autre. Au-delà du financement, les aides indirectes, comme la mise à disposition de locaux, sont appréciées. C'est la raison pour laquelle les majorettes Les Flammes du cognac ont quitté Bréville pour Cognac, voilà deux ans. *«C'est plus carré*, explique leur secrétaire, Frédéric Palaise. *Au niveau des infrastructures et des interlocuteurs, surtout, avec un bureau des associations qui nous aide beaucoup.»*

Saint-Brice: Animations Loisirs jette un œil dans le rétro

Expos et projections sont mises en place à l'église et à la bibliothèque. Un retour sur toute une époque de festivités. Pour la mémoire locale.

Saint-Brice Animations Loisirs (Sbal) né en 1976, disparu en 2001. Des passionnés ont décidé de faire revivre «30 ans de coulisses du Sbal» avec animations à la clé, à partir de demain et jusqu'au dimanche 17 septembre. Demain à 12 heures, un pique-nique tiré du sac est organisé à la salle des fêtes, tous les nostalgiques du Sbal sont invités.

Jean Boutant, enseignant à la retraite toujours passionné par l'éducation; Philippe Birolleau, animateur né, tourné vers l'art; et Patrick Huraux, féru d'histoire, ont décidé de faire revivre l'histoire de cette association née à l'initiative d'une poignée de copains. *«On y pense activement depuis six ans. Pour ma part, j'ai numérisé 5 800 photos et 6 200 pages de programmes, dans le but d'archiver durablement une trace du Sbal, pour la mémoire locale»*, confie Philippe Birolleau. Jusqu'au 17 septembre, expositions de documents et de photos sur panneaux didactiques, et projections de films à la demande, sur tel ou tel spectacle organisé par le Sbal seront proposées à l'église et à la bibliothèque de Saint-Brice.

Les trois compères passionnés ont collecté de multiples documents sur la vie du Sbal qu'ils proposent de découvrir jusqu'au 17 septembre à l'église et à la bibliothèque de Saint-Brice. Photo CL

Spectacles historiques en costumes avec chevaux

«Les premiers spectacles qu'on a *montés étaient historico-comiques, mais rapidement, on s'est tourné vers les événements historiques avec costumes et mise en scène. 180 bénévoles étaient mobilisés, plus des chevaux»*, poursuit Patrick Huraux, évoquant les 400 ans des Conférences de Saint-Brice, et l'entrevue de Catherine de Médicis avec Henri de Navarre, futur Henri IV, mises sur pied par le Sbal en 1986, sur la pelouse du château de Saint-Brice, devenu propriété Hennessy, là où a eu lieu réellement l'événement en 1586. *«Killian Hennessy nous avait gentiment proposé de faire çà au château, plutôt que sur la place de l'église»*, se souvient l'historien.

«On avait pris le relais des animations qui avaient lieu sur la commune, notamment aux Mullons. Les prix de nos entrées étaient les moins chers du secteur. Des directeurs de troupes de théâtre venaient nous voir pour s'inspirer de notre savoir-faire», se souvient Jean Boutant, rappelant que 1 000 costumes de cette belle époque du Sbal, sont stockés à l'étage de la salle des fêtes et loués à des associations sur demande. *«J'ai conservé 719 articles de la presse locale, évoquant les 30 ans d'activités festives du Sbal,* pointe Philippe Birolleau. *Sur les 700 personnes ayant collaboré aux activités, 40 seulement ont porté sur leurs épaules son devenir. Ce fut avant tout une aventure humaine».*

En 2001, faute de bras, le Sbal disparaît lentement. *«Personne n'avait la formation nécessaire pour s'occuper de jeunes talents qu'il fallait canaliser. Il n'y avait personne pour perpétuer l'esprit du Sbal»*, regrette l'ancien instituteur. *«Nous n'étions que des amateurs, ça n'a pas suffi pour dessiner un avenir au Sbal»*, conclut Jean Boutant.

Jacques DESCHAMPS

Couvert et faiblement pluvieux.

Temps généralement couvert, avec par moments des petites pluies éparses ou du crachin, notamment l'après-midi et en soirée ; Dégradation plus marquée la nuit suivante avec un passage pluvieux et venteux. Vent de Sud-Ouest modéré, se renforçant l'après-midi, avec des rafales de 50 km/h en bord de mer, puis 60 à 70 dans la nuit. Températures maximales homogènes, avec 20 ou 21°.

	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
Samedi	14° 18°	13° 19°	12° 19°	11° 19°
Dimanche	12° 20°	10° 21°	9° 20°	9° 20°
Lundi	15° 18°	14° 20°	13° 19°	13° 19°
Mardi	13° 19°	12° 20°	11° 20°	10° 20°
Mercredi	13° 21°	12° 22°	11° 22°	11° 21°
Jeudi	13° 20°	12° 22°	11° 22°	11° 21°

HIER / Mini / 16h

Macron appelle à « refonder l'Europe »

ATHÈNES Le président français est en visite officielle en Grèce. Il s'exprimait hier soir face au Parthénon

Emmanuel Macron, hier soir à Athènes. PHOTO AFP

Emmanuel Macron a lancé hier à Athènes un appel à « refonder l'Europe », dans un discours solennel au cours duquel il a dit vouloir restaurer « la souveraineté, la démocratie, la confiance », notamment par des réformes comme la création d'un parlement de la zone euro. Il s'exprimait sur la colline de la Pnyx, face au Parthénon, symbole de la démocratie, à la nuit tombante et au premier jour de sa visite d'État à Athènes.

« Ce soir je veux que collectivement nous retrouvions la force de refonder notre Europe, en commençant par l'examen critique sans concession de ces dernières années », a annoncé le président français, aux côtés du Premier ministre grec, Alexis Tsipras. « Le démantèlement de l'Europe serait un genre de suicide politique et historique », a-t-il mis en garde.

Il a notamment insisté sur la nécessité de « retrouver la force d'une souveraineté qui ne soit pas que nationale », ce qui passera par « des réformes institutionnelles ».

Au passage, il a annoncé qu'il « défendrait des listes transnationales pour les élections européennes ».

FONCTIONNAIRES

Le ministre des Comptes publics Gérald Darmanin, chargé de réformer la fonction publique, a entamé hier une série de rendez-vous avec les syndicats des fonctionnaires, inquiets pour leur statut, leur pouvoir d'achat et la suppression de 120 000 postes à venir.

CODE DU TRAVAIL

Le Conseil constitutionnel a validé sans aucune réserve hier le projet de loi habilitant le gouvernement à réformer par ordonnances le Code du travail.

COGNAC (16)

Un spectacle d'art de rue choque les policiers

Le festival Coup de chauffe a provoqué un certain émoi chez les policiers de Cognac, le week-end dernier. En cause, un spectacle censé se moquer des institutions : des personnes nues simulant un acte sexuel, mêlant pompiers, maire, Pôle emploi et policier... « Inadmissible », pour le syndicat Alliance, qui a fait part de sa désapprobation au directeur département de la sécurité publique de Charente. De plus, des faux coups de feu ont été tirés lors de la représentation. « Tout cela est irrespectueux pour les victimes d'attentats, mais aussi pour les institutions », a dénoncé le syndicat policier. Toutefois, aucune poursuite judiciaire ne devrait avoir lieu.

Emplois aidés, le préfet à l'écoute

NOUVELLE-AQUITAINE Pierre Dartout demande une évaluation sur l'ensemble de la région

Le préfet de la Gironde et de la Région Nouvelle-Aquitaine, Pierre Dartout, a tenu hier matin sa conférence de presse de rentrée, au cours de laquelle il a évidemment abordé les principaux sujets d'actualité. À commencer par celui qui mobilise fortement les élus locaux et de nombreuses associations, les emplois aidés, que le gouvernement a annoncé vouloir freiner (lire « Sud Ouest » d'hier).

« C'est un dispositif qui, sous différentes appellations, existe depuis 33 ans et dont le coût important pour l'État n'a pas produit de résultats significatifs sur l'emploi », explique Pierre Dartout. Reste que la décision gouvernementale passe mal auprès des élus, le préfet reconnaissant une certaine « nervosité ». En 2017, 30 000 emplois aidés ont été budgétisés pour la Région.

Hier matin, le représentant de l'État a assuré qu'une évaluation allait être effectuée dans les 12 départements de la Région en fonction de priorités accordées notamment à l'accompagnement scolaire des enfants handicapés ou à l'urgence sanitaire et sociale. « L'objectif est évidemment de ne laisser personne sur le bord de la route, notamment celles et ceux dont le contrat ne serait pas renouvelé. »

Davantage de migrants

Pierre Dartout a également évoqué le dossier des migrants, qui sont de plus en plus nombreux dans la métropole bordelaise et dans le département de la Gironde. En un an, le nombre de personnes fuyant la guerre en Irak, Syrie ou dans la corne de l'Afrique a en effet augmenté de 46 %.

Tout en reconnaissant que les délais d'instruction des dossiers de demande d'asile étaient encore trop longs, Pierre Dartout a assuré qu'il fallait « l'équilibre entre le devoir d'accueil de la France mais aussi le devoir de raccompagner les personnes qui n'ont pas vocation à rester sur notre sol. C'est l'équilibre entre l'humanisme et la fermeté. »

Il a enfin souligné que, malgré une météo capricieuse, la Nouvelle-Aquitaine restait une des destinations touristiques les plus recherchées, notamment sa capitale, Bordeaux, qui a justement bénéficié de ces faiblesses solaires. Ce ciel humide aura en tout cas préservé la région des violents incendies qui ont ravagé le Var et qu'ont combattu des pompiers venus de Gironde et du Lot-et-Garonne.

B.L.

Pour Pierre Dartout, le dispositif des emplois aidés « n'a pas produit de résultats significatifs ». ARCH. L. THEILLET/ « SO »

Coup de Chauffe enflamme les esprits

COGNAC Un spectacle a suscité la polémique, le week-end dernier. À tel point que certains policiers, choqués par la violence et l'atteinte à leur image, réclament des sanctions

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Nudité, coups de feux... Les policiers estiment que le spectacle a dépassé les limites. PH. O. MONTENON

Est-ce de l'art, du cochon ou de la provocation ? Les policiers ont choisi. Hier, le syndicat Alliance (1) a rencontré David Book, le directeur départemental de la sécurité publique, pour l'alerter d'un spectacle qui s'est tenu le week-end dernier à Coup de Chauffe. « Ce que l'on a vu était inadmissible », affirme Bruno Herauld, secrétaire départemental adjoint du syndicat.

Alors qu'est-ce qui a bien pu choquer les forces de l'ordre ? Le spectacle « Brame » de la compagnie AlixM. Il propose « une partie de chasse publique [...] sans concession ni pudeur, parfois crue et provocante ». Elle s'est tenue à deux reprises, samedi et dimanche à Cognac, le long du quai de la Salle-verte et de la rue des Gabarriers.

Scènes de sexe mimées

Précisons tout de même que la manifestation n'était accessible que pour un public averti. Car, effectivement, la pudeur ne semble pas de mise : simulation d'actes sexuels, hommes nus et femmes poitrine à l'air rebondissant sur un tube géant de vaseline...

Le syndicat Alliance raconte le scénario : « Des coups de feux sont tirés et des pompiers viennent secourir des personnes à terre. Ensuite, des gens de Pôle emploi, un maire et un policier viennent sur place et "copulent" devant tout le monde. C'est irrespectueux pour les victimes d'attentats mais aussi pour les institutions. »

Un spectateur aurait lancé un « Vous ne participez pas ? » aux (vrais) agents chargés de la sécurité. La moutarde serait alors montée au nez des policiers qui décident de quitter les lieux. Selon nos informations, les fonctionnaires ont signalé à leur hiérarchie le problème dès lundi. « Pas de commentaire », répond le commandant de Vargas, du commissariat de Cognac. Toutefois, ses hommes auraient poussé pour que l'affaire remonte en haut lieu.

C'est ainsi que le syndicat Alliance a rencontré le numéro 1 des policiers du département hier. « Je n'ai pas à commenter ce qui relève de l'expression artistique, tempère David Book. Mais je ne peux que déplorer la représentation dégradante qui est faite des autorités de l'État et je comprends l'indignation des policiers devant ce spectacle particulièrement ambiguë dans une période où la police est lourdement mise à contribution. »

Pas de poursuites à prévoir

Ainsi, aucune poursuite judiciaire ne devrait être engagée. « Il n'y a pas eu d'outrage ou d'appel à la violence, admet le syndicat. Mais on ne pouvait pas laisser passer ça, sachant qu'on engage des poursuites pour les rappeurs qui s'attaquent à la police. »

Déjà dans le collimateur

Durant les préparatifs du festival, la police avait déjà tiqué sur les coups de feu prévus dans le spectacle. « J'ai reçu une lettre du préfet pour les interdire », témoigne le créateur, Alix Montheil. « Il y a eu une mobilisation jusqu'au ministère de la Culture pour faire plier l'administration. » Effectivement, sous certaines réserves, les autorités ont autorisé cet effet de mise en scène, comme l'explique le sous-préfet, Jean-Yves Le Merrer : « Il pouvait y avoir un danger de mouvements de foule, d'incompréhension sur l'origine des coups de feu et des rumeurs. Mais tout bien pesé et, en voyant que cela s'était fait ailleurs, nous avons donné l'autorisation. » Sous réserve d'anonymat, certains policiers estiment qu'il s'agit d'un tout : « 20 fonctionnaires ont été mobilisés pour Coup de Chauffe. C'est très lourd. On est là pour la sécurité et on se moque de nous dans le spectacle qui aurait, de toute façon, dû être interdit pour l'insécurité générée par les coups de feu. » Un véritable débat de société et d'actualité.

Du côté de l'Avant-Scène, l'organisateur, on joue l'apaisement : « Je suis sincèrement désolé que l'on ait pu offenser, assure Stéphane Jouan. On n'est pas adepte de la provocation. »

L'artiste à l'origine du scénario se montre plus malicieux : « Le spectacle s'est joué autre part sans souci, témoigne Alix Montheil. La violence et la nudité se voient partout ailleurs, notamment à la télé, mais on ne dit rien. Mon spectacle n'est pas du tout pensé pour provoquer mais pour débattre. » À coup sûr, il a suscité un vrai coup de chaud...

(1) Alliance est le premier syndicat à l'échelle nationale, classé historiquement à droite sur l'échiquier politique.

Collège, l'Unsa pas opposée aux fermetures

ÉDUCATION Le syndicat enseignant « attend un projet ambitieux »

« Pas de dogmatisme » mais une position qui tranche singulièrement avec celle d'autres syndicats qui défendent le maintien des 38 collèges. Richard Gazaud, secrétaire départemental de l'UNSA, attend « un projet ambitieux pour les collèges charentais » sur lequel planche actuellement le Département avec l'Éducation nationale. « Quitte à provoquer », dit-il, Richard Gazaud assure que « l'Unsa n'est pas opposée, par principe, aux fermetures de collèges ».

« Le vrai problème pour l'instant, c'est qu'il n'y a que des statistiques et pas de projet. S'il y a fermeture, il faut des gages de maintien de financement et de qualité », assure l'intéressé. François Bonneau, président du Département, s'est donné « la fin de l'année pour avoir une vision claire du dossier » (« Sud Ouest » d'hier). Selon l'UNSA, « la Charente a quelques collèges obsolètes, manque d'infrastructures culturelles et sportives (médiathèque, piscine), il faut trouver des solutions en termes de transport et le département a un besoin urgent d'accompagnement médico-social sur les collèges ».

« Des retours en arrière »

En cette période de rentrée, c'est surtout l'attitude du nouveau ministre de l'Éducation qui crispe ce syndicat enseignant. « Nous revoilà avec un lot de réformes comme à chaque changement de ministère et des retours en arrière. » Dans le premier degré, les inquiétudes de l'UNSA portent, notamment, sur les moyens octroyés au dédoublement des classes de CP. « Ils se font actuellement à moyens constants. Ce que l'on craint, c'est que leur développement futur ne se fasse au détriment des postes de remplacements et des postes plus de maîtres que de classes qui stimulent vraiment les équipes et ont apporté une plus-value aux élèves ».

Le retour à la semaine de quatre jours – « qui risque de se généraliser avec la suspension des contrats aidés à la prochaine rentrée » – inquiète aussi l'UNSA. « La France est le seul pays de l'OCDE à fonctionner avec des rythmes de quatre jours. Or, les journées à rallonge sont inefficaces, on le sait », assure Richard Gazaud.

Hélène Rietsch

Richard Gazaud, secrétaire départemental de l'Unsa de la Charente. PHOTO H. R.

PERMIS DE CONDUIRE

À compter du 11 septembre, la préfecture de la Charente ne délivrera plus de permis de conduire internationaux. Ces demandes seront traitées par un service dédié qui sera compétent pour tout le territoire national à l'exception de Paris. Les demandes devront être adressées exclusivement par courrier à l'adresse suivante « Préfecture de la Loire-Atlantique CERT Permis internationaux 6, quai Ceineray BP 33515, 44035 Nantes Cedex 1 ». La préfecture assurera le traitement des dossiers arrivés jusqu'au 10 septembre.

Impôts : « L'erreur de la droite cognaçaise »

POLITIQUE Les difficultés budgétaires de la ville sont liées au mode de répartition de la taxe professionnelle, analyse l'ancien maire Jérôme Mouhot

Jérôme Mouhot. ARCHIVES A. LACAUD

En perdant ses mandats électifs, Jérôme Mouhot a gagné une certaine liberté de parole. Toujours passionné de politique, l'ancien maire Les Républicains de Cognac (2001-2008), président de la CdC de Cognac de 1994 à 2008, distille volontiers ses commentaires sur l'actualité locale et nationale, via sa page Facebook. Et cela peut décoiffer.

Mercredi, il apportait ainsi un éclairage sur l'évolution des impôts à Cognac. Le contexte ? Un échange sur les transferts de charges que le gouvernement veut faire peser sur les collectivités locales. À Cognac, la municipalité n'a pas attendu pour augmenter les impôts, observait son interlocuteur. « Le problème de Cognac est structurellement différent », objecte Jérôme Mouhot.

« Choix malheureux »

« Cognac était la ville qui avait les bases de taxe professionnelle (TP) par habitant les plus importantes de France. Pendant plus de vingt ans, on n'a donc pas eu besoin de toucher aux taux des impôts ménage puisque la TP suffisait largement à financer les besoins de la ville. Or, quand la CdC a été créée en janvier 1994, le choix malheureux qui a été fait a été de lui transférer l'intégralité du produit fiscal issu de la TP, c'est-à-dire 65 % du produit fiscal de la ville. Conclusion : du jour au lendemain, celle-ci s'est trouvée fiscalement complètement dépourvue avec des impôts ménage que nous avions maintenus très inférieurs à la moyenne nationale », décrit l'ancien maire.

« J'ai pu en contenir la hausse pendant mon mandat, car telle était ma philosophie, mais avec l'arrivée de la gauche aux affaires et sa culture de la dépense, les vannes fiscales ont été ouvertes. En disant cela, j'assume en partie l'erreur qui a été commise par la droite cognaçaise pendant ces trente dernières années, qui a été de ne jamais avoir touché aux impôts ménage compte tenu de la particularité de sa structure fiscale et qui, surtout, a été de transférer le produit intégral de la TP à la CdC alors que les finances de la ville reposaient essentiellement sur celui-ci. »

Jérôme Mouhot résume le problème par deux chiffres : à la création des intercommunalités, en moyenne, en France, 65 % des revenus venaient des impôts ménage et 35 % de la TP. À Cognac, la proportion était exactement l'inverse. D'où un « problème » qui n'a jamais été résolu. Et qui va se poser d'une nouvelle manière avec le passage en Agglo.

Le plein d'animations pour la rentrée

ASSOCIATION Le Centre d'animation de Cognac fait sa rentrée, avec de nouvelles activités pour tous les âges

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Top départ. La rentrée signe la reprise des activités pour le Centre d'animation. « En raison de la baisse des subventions, ce moment est toujours un peu délicat pour nous, confie Nelly Chauviré, la directrice. On sera donc présent à la fois au forum des associations, à l'Espace 3 000, et dans nos locaux de la place Cagouillet, pour montrer tout ce que l'on peut offrir. »

En effet, le point fort de cette structure née en 1972 réside dans l'éclectisme : « On offre tout un panel d'activités, pour satisfaire toutes les envies, poursuit la directrice. Et cela dès 3 ans, avec l'éveil musical, ou encore les petits beaux-arts. »

L'équipe propose des nouveautés, pour tous les âges. PHOTO J. G.

Tous en cuisine

La plaquette de la saison 2017-2018 fourmille d'idées : peinture décorative, œnologie, modelage argile, anglais.

« Parmi les nouveautés, nous avons la crusine, qui consiste à préparer des aliments avec une cuisson jusqu'à 45°, mais surtout crus. Globalement, nos cours de cuisine sont très demandés. À tel point que nous avons besoin de recruter des personnes qualifiées. Si elles nous lisent, elles peuvent se manifester ! »

Au total, une trentaine d'encadrants se relaient pour offrir des séances étalées tout au long de la journée : « Même les actifs peuvent faire des beaux-arts jusqu'à 22 heures, lance Nelly Chauviré. Et on se différencie des salles avec beaucoup de monde. Chez nous, on fait du cocooning. »

Les tarifs sont variables : après une première adhésion (18 euros pour les Cognaçais, 26 euros pour les résidents extérieurs), les activités sont payables par trimestre ou à l'année (avec une remise de 5 %)

Centre d'animation, 9 a place Cagouillet. Site Internet : centre-animation.com

VISITES À LA BASE AÉRIENNE

La BA 709 ouvre ses portes à l'occasion des Journées du patrimoine, samedi 16 et dimanche 17 septembre (de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures). Les réservations sont obligatoires. Pour cela, il faut composer le 05 45 32 73 56 (du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 heures, et le vendredi de 8 h 30 à 15 heures) ou écrire à cabcom@laposte.net.

LOUZAC-SAINT-ANDRÉ

Le mariage se profile

Il en avait été question en 2007 sans toutefois se concrétiser. Cette fois, après de longues fiançailles, le mariage est enfin programmé. Ce mardi 5 septembre pour la reprise des réunions de conseil municipal, le maire, Lilian Jousson, avait invité Xavier Triouillier, secrétaire général à la sous-préfecture de Cognac pour présenter aux élus, les procédures réglementaires pour la fusion association des communes de Louzac et de Saint-André. Un exposé intéressant depuis la création des communes par une loi du 14 décembre 1789 jusqu'à nos jours avec la réforme territoriale.

Pour le cas du regroupement de Louzac avec Saint-André, il s'agirait là d'une fusion simple régie par la loi de 2010 et ce, dans un but pratique de regroupement. Saint-André est une commune associée avec un maire délégué qui cesserait ses fonctions à la date effective de la fusion dont la décision ne peut être prise que par le préfet au vu des raisons administratives et techniques invoquées.

Après cet exposé, très complet, Lilian Jousson a proposé que chacun y réfléchisse afin de poursuivre les débats lors du prochain conseil municipal. Il a également suggéré qu'une information exhaustive soit faite aux administrés.

Colette-Christiane Guné

Le maire, Lilian Jousson, et Xavier Triouillier, secrétaire général, à la sous-préfecture. PHOTO COLETTE-CHRISTIANE GUNÉ

AU FIL DES DOSSIERS

RENTRÉE SCOLAIRE Le point sur la rentrée des classes fait état de 18 enfants en maternelle et 31 en primaire. La ville de Cognac reçoit 2 enfants de la commune dans sa classe Ulis, classe spécialisée pour enfants en difficultés. Jusqu'à ce jour, la ville de Cognac n'avait pas demandé de participation financière à la commune ce qui n'est plus le cas cette année. Malgré une « remise » de 50 %, la commune devra s'acquitter de 700 euros par enfant.

ASSAINISSEMENT Concernant l'assainissement collectif, Lilian Jousson évoque le transfert des biens par assise des terrains selon les délimitations des parcelles. La convention de mise à disposition de la communauté d'agglomération de Grand Cognac, comportera donc un prix de parcelle avec estimation de la superficie.

SALON Pour info, l'ouverture du salon de beauté est reportée au 1er octobre, le contrat de location va être modifié en ce sens.